



Paris, le 26 mai 2015

Monsieur François HOLLANDE
Président de la République
Palais de l'Elysée
55 rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

Monsieur le Président,

De manière exceptionnelle, les organisations syndicales de la Fonction Publique (CGT – FSU – FO – SOLIDAIRES - FAFP) ont décidé unitairement de s'adresser à vous.

La situation des agents, les missions essentielles qu'ils mènent pour le bien de la population et pour l'intérêt général, leurs conditions d'exercice se sont extrêmement dégradées et deviennent préoccupantes.

En effet, de trop nombreuses années de politiques d'affaiblissement de la Fonction publique - avec lesquelles, malheureusement, vous n'avez pas effectué toutes les ruptures attendues - conduisent aujourd'hui à un constat particulièrement inquiétant.

Le gel de la valeur du point d'indice entamé depuis 2010, mesure injuste et régressive sans précédent, entraîne une perte de pouvoir d'achat inédite et catastrophique pour tous les agents des trois versants de la Fonction publique et ce quelle que soit leur catégorie. Cela a même des effets de paupérisation pour nombre d'agents qui s'ajoutent à un sentiment de déclassement.

A contrario de la décision annoncée par votre gouvernement, nous vous demandons l'ouverture de négociation permettant d'aboutir à une augmentation immédiate, générale et significative de la valeur du point d'indice ainsi qu'à des mesures de rattrapage pour les pertes intervenues les années antérieures.

En ce qui concerne l'emploi, le constat est également sombre. Hormis les rares secteurs définis comme prioritaires, les suppressions de postes se poursuivent et s'aggravent. De ce fait, l'exercice de missions publiques est mis à mal et les conditions de travail des agents s'en trouvent détériorées. Nous revendiquons la fin des suppressions d'emplois et les créations dans les meilleurs délais des emplois statutaires nécessaires pour répondre aux besoins de la population sur l'ensemble du territoire.

Si nous écrivons créations d'emplois statutaires, ce n'est nullement un hasard. En dépit de plans successifs pour la résorption de l'emploi précaire dans la fonction publique, le recours indu à la précarité et au non titulariat ne cesse de progresser dans les trois versants. Cette situation est contraire au statut général et socialement insupportable. L'urgence est donc à mettre en œuvre un vaste plan de titularisation et des mesures fortement contraignantes vis-à-vis des employeurs publics pour mettre un terme à ces recours abusifs et insupportables.

De nombreux projets législatifs et réglementaires, telles que la loi sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République, la loi SANTE, la Revue des Missions publiques, le Décret portant

charte de déconcentration, l'Administration Territoriale de l'Etat ou la métropolisation impactent fortement la Fonction publique, notamment du fait des restructurations et des mobilités forcées. Ils sont source de nouvelles dégradations des conditions de travail et des missions, et de risques psychosociaux. A cela s'ajoute qu'ils sont conçus et élaborés dans des conditions de dialogue social tout à fait insupportables. Il faut revenir sur ces projets et répondre aux revendications légitimes régulièrement exprimées en particulier à l'occasion des journées de mobilisation passées ou à venir.

Au moment où la préparation du Projet de loi de Finances 2016 bat son plein, nous voulons souligner fermement combien il est essentiel que celui-ci ne s'inscrive plus dans les politiques d'austérité que vous avez choisies de mener, avec, notamment, les conséquences désastreuses du Pacte de Responsabilité.

Monsieur le Président, l'heure ne peut plus être simplement aux propos sur les valeurs irremplaçables de la Fonction publique et le rôle indispensable de ses agents. L'heure est maintenant aux mesures pour répondre aux attentes de ceux-ci.

C'est juste socialement, nécessaire économiquement et parfaitement possible budgétairement. Cela implique un changement de cap par rapport aux choix effectués jusqu'ici.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez croire, Monsieur le Président de la République, à nos sentiments respectueux.

Pour la Fonction publique CGT
Secrétaire Général de l'UGFF-CGT
Jean-Marc CANON



La Secrétaire Générale
de la FSU
Bernadette GROISON



Le Secrétaire Général
de l'UIAFP-FO
Christian GROLIER



Le Secrétaire National de SOLIDAIRES
Denis TURBET-DELOF



Le Président de la FA-FP
Bruno COLLIGNON

